

«Yvelines–Hauts-de-Seine: pourquoi est-il si difficile de fusionner?». La chronique de Patrick Devedjian et Pierre Bédier

Patrick Devedjian et Pierre Bédier
25 septembre 2019 à 12h45

« En observant les habitudes de vie des habitants de nos départements, en les interrogeant aussi, nous avons réalisé combien la frontière récente entre nos deux départements avait peu de réalité pour eux »



Diminuer le nombre des collectivités locales est, à tort ou à raison, une obsession française. Pourtant lorsque deux grands départements, les [Yvelines et les Hauts-de-Seine](#) décident volontairement de fusionner, ils sont ignorés... ou vilipendés. Alors pourquoi faire cette fusion, demandée depuis plus de deux ans par les neuf dixièmes de nos élus ? Pourquoi y consacrer notre énergie alors que sa première conséquence – anecdotique mais symbolique – sera de priver au moins l'un d'entre nous de son fauteuil de président ?

Avant tout, car en observant les habitudes de vie des habitants de nos départements, en les interrogeant aussi, nous avons réalisé combien la frontière récente entre nos deux départements avait peu de réalité pour eux. Ils habitent, travaillent, étudient, font leurs courses, se promènent, vont au spectacle, indifféremment dans l'un ou l'autre de nos départements. Les entreprises, elles aussi, répartissent leurs implantations – sièges, centres de recherche, sites logistiques, usines – en fonction des coûts fonciers et immobiliers.

Alors, devrions-nous nous satisfaire de gérer un « précarré » confortable qui n'a de sens que pour le monde public ? Nous pensons, au contraire, qu'il faut bâtir un projet territorial qui accompagne et facilite les modes de vie et d'organisation choisies par nos citoyens et nos acteurs économiques. Depuis cinq ans, nous travaillons ensemble, mutualisons nos services, nos achats, nos projets, dans une coopération interdépartementale sans équivalent en France. Cela nous permet de faire des économies importantes. Surtout, nous avons par ce travail effacé de nos esprits cette frontière artificielle qui pèse sur la cohérence de l'action publique, dans des domaines aussi essentiels que le logement, les transports, le développement durable.

Cette approche nous a révélé des lacunes mais aussi des solutions nouvelles, dessinant un projet territorial partagé : la fusion des départements n'en est que la conséquence. Notre territoire, l'Ouest francilien, impressionne par sa diversité. Il comporte des zones de haute densité, très urbanisées, bien équipées, riches en emplois qualifiés ; des zones résidentielles, moins denses, plus agréables à vivre, mais souvent mal connectées aux bassins d'emplois dont elles dépendent ; un vaste espace rural qu'il faut protéger, où les habitants, moins nombreux mais non moins dignes d'intérêt, déplorent la disparition des services publics et de santé ; un patrimoine historique et architectural exceptionnel ; la plus grande vallée industrielle de l'Ile-de-France, meurtrie par les délocalisations mais qui reste un atout ; un beau et grand fleuve, auquel il tourne trop souvent le dos, ce que nous voulons corriger ; des zones urbaines dégradées mal conçues, mal situées, où règnent l'inégalité des chances et l'absence de mixité sociale.

Diversité. De cette diversité, certains voudraient faire une segmentation : gérer, indépendamment l'un de l'autre, ces territoires distincts. C'est ce qu'il faut faire si l'intention est de construire un « hypercentre » de plus en plus dense, prospère mais invivable ; si l'on veut consolider et accroître les inégalités ; si l'on veut vouer notre ruralité à la promenade des urbains et à l'accueil des externalités négatives d'une métropole égocentrique ; si l'on veut encourager les migrations internes imposées qui asphyxient, au sens propre comme au sens figuré, l'agglomération parisienne. Notre projet est diamétralement opposé. Il est celui d'une métropole inclusive où s'exerce durablement, dans le développement commun de territoires cohérents et à taille humaine, la solidarité des zones les plus riches – qui bénéficient naturellement de la métropolisation mais au prix d'une densité étouffante – et de celles qui en seraient sinon les laissés-pour-compte.

C'est un projet « gagnant-gagnant ». Pour le faire nous avons les expertises, les moyens financiers, la connaissance du territoire et de ses acteurs. Car la collectivité que nous formerons restera une collectivité de proximité, à peine plus peuplée que le département du Nord, à peine plus vaste – 108 % – que les Yvelines : un vrai, un grand, un beau département. Il est paradoxal que la seule critique formulée à l'égard de cette ambition inspirée par la solidarité et la complémentarité des territoires, soit celle d'être un « mariage de riches ». Cette drôle d'accusation n'est pas seulement injuste : elle est profondément erronée.

Nos dépenses sont inférieures de près de 15 % ! Et dans les cinq ans qui suivront la fusion, nous nous donnons comme objectif de les réduire de 200 millions d'euros. Car n'est-ce pas l'objectif du service public de faire plus et mieux avec moins d'argent ?

Evoquons d'abord quelques réalités, simples, objectives, vérifiables. Notre collectivité départementale fusionnée dispose – à 7 euros près – des mêmes recettes de fonctionnement par habitant que la moyenne des cinq autres départements d'Ile-de-France. 7 euros, voici notre pactole ! Quant à nos dépenses, elles sont inférieures de près de 15 % ! Et dans les cinq ans qui suivront la fusion, nous nous donnons comme objectif de les réduire de 200 millions d'euros. Car n'est-ce pas l'objectif du service public de faire plus et mieux avec moins d'argent ? La seule « richesse » que nous revendiquons, en tant que collectivité, est celle de pouvoir, sans déficit, sans endettement significatif, sans excès d'impôts, mettre au service de nos habitants un budget d'investissement de 800 millions d'euros.

C'est cette gestion, économe mais ambitieuse, qui nous permet d'investir 350 millions dans EOLE, qui va désenclaver la Seine-Aval, petite Seine-Saint-Denis à 50 km de Paris ; c'est elle, qui nous autorise à réaliser la Seine Musicale et l'Aréna-Paris-La Défense, qui offrent aux populations de l'Ouest francilien des sites culturels et sportifs du plus haut niveau ; c'est elle, encore, qui nous permet de consacrer plus d'argent que l'État à la rénovation urbaine de nos quartiers défavorisés ; c'est elle, qui finance le foyer interdépartemental d'accueil de personnes atteintes d'autisme aujourd'hui hébergées... en Belgique.

Solidarité interdépartementale. C'est grâce à elle, enfin, que nous avons pu proposer aux autres départements franciliens de consacrer chaque année 150 millions d'euros de nos ressources à la solidarité interdépartementale. Cette initiative sans précédent a été concrétisée, dès 2019, par la création du Fonds de solidarité interdépartementale par l'investissement (FS2i). Notre ambition ne peut pas être de construire un îlot de prospérité égoïste dans une Ile-de-France dont l'attractivité s'éroderait. Ce serait un pari stupide.

La fusion que nous demandons est l'outil qui nous permettra de faire de l'Ouest parisien un moteur puissant de développement au service de [l'ensemble du Grand-Paris](#) ; un développement intégrant les nécessités convergentes de la qualité de vie et du combat climatique ; un développement capable de financer, sans augmentation d'impôt, ses solidarités internes et celle qu'il doit, en bonne intelligence, à l'ensemble de la métropole francilienne. Seuls les esprits les plus conservateurs sauraient s'y opposer. Et si, la référence alpiniste en moins, ce projet peut rappeler, dans sa philosophie, celui qu'un président de la République invite toute la société française à construire, à rebours du nivellement par le bas et de l'égalitarisme absolu, nous assumons cette ressemblance sans aucune gêne, dans le respect de nos engagements politiques.

Patrick Devedjian et Pierre Bédier sont présidents respectivement des Hauts-de-Seine et des Yvelines.

<https://www.lopinion.fr/edition/politique/yvelines-hauts-seine-pourquoi-fusionner-chronique-patrick-devedjian-198657>